

Même des chercheurs autrefois réticents s'accordent aujourd'hui sur l'agression israélienne à Gaza : il s'agit d'un génocide. (Common Dreams)

[legrandsoir.info/meme-des-chercheurs-autrefois-reticents-s-accordent-aujourd-hui-sur-l-agression-israelienne-a-gaza-il-s-agit-d-un-genocide.html](https://www.legrandsoir.info/meme-des-chercheurs-autrefois-reticents-s-accordent-aujourd-hui-sur-l-agression-israelienne-a-gaza-il-s-agit-d-un-genocide.html)

17 mai 2025

17 mai 2025



"Puis-je citer quelqu'un dont je respecte le travail et qui ne considère pas qu'il s'agit d'un génocide ?" a déclaré un chercheur. "Non."

Seul un petit nombre de législateurs Démocrates progressistes aux États-Unis ont utilisé le mot « génocide » pour décrire le bombardement incessant de Gaza par Israël, et l'opinion publique américaine est divisée : moins de 40 % des Américains ont déclaré l'année dernière que ce terme décrivait le bombardement par les forces de défense israéliennes d'hôpitaux, d'écoles, de camps de réfugiés et d'autres infrastructures civiles.

Mais pour sept grands experts internationaux en matière de génocide, la question n'est pas controversée, même pour ceux qui ont précédemment rejeté le terme.

Les sept experts ont été interviewés mercredi par NRC, un journal néerlandais, et se sont montrés sans équivoque : Non seulement ils en sont tous venus à penser - certains plus tôt que d'autres - qu'Israël commet un génocide contre les Palestiniens de Gaza, mais la grande majorité de leurs pairs dans le monde universitaire sont du même avis.

« Puis-je citer quelqu'un dont je respecte le travail et qui ne considère pas qu'il s'agit d'un génocide ? », a déclaré Raz Segal, chercheur sur le génocide israélien à l'université de Stockton, dans le New Jersey. « Non. »

Uğur Ümit Üngör, professeur à l'université d'Amsterdam et au NIOD Institute for War, Holocaust, and Genocide Studies, a ajouté : « Je ne les connais pas. »

L'interview a été publiée la veille du jour de la Nakba, le 77^e anniversaire de l'expulsion forcée des Palestiniens de leurs terres lors de la création d'Israël, et alors que le nombre de morts à Gaza atteignait 53 010. Selon le NRC, au moins 15 000 enfants sont des enfants.

Lorsqu'il s'agit de définir les 19 derniers mois à Gaza comme un génocide, rapporte le journal, « même les voix les plus prudentes ont changé ».

L'universitaire israélien Shmuel Lederman, de l'Open University of Israel, s'est opposé à l'étiquette de génocide jusqu'à ce que le gouvernement du Premier ministre Benjamin Netanyahu fasse fi de l'ordonnance de janvier 2024 de la Cour internationale de justice visant à prévenir le génocide en autorisant l'aide d'urgence à Gaza et en mettant fin au « langage incendiaire sur les Palestiniens » des hauts fonctionnaires. Les dirigeants israéliens ont qualifié les Palestiniens d'« animaux humains » et d'« Amalek », un ancien ennemi de la Bible hébraïque que les Israélites avaient reçu l'ordre d'exterminer.

M. Lederman a également commencé à considérer son gouvernement comme génocidaire après que les forces de défense israéliennes ont pris le contrôle du point de passage de Rafah l'année dernière, coupant ainsi la seule voie d'acheminement de l'aide humanitaire, alors que les experts internationaux mettaient en garde contre l'imminence d'une famine et que les analystes avertissaient que le nombre réel de morts à Gaza pourrait finalement avoisiner les 200 000.

« Pour moi personnellement, la combinaison de cette situation et de la destruction continue de Gaza a fait basculer la critique sévère des crimes commis par Israël à Gaza et les avertissements selon lesquels nous nous rapprochons de ce point, vers la perception que l'effet cumulatif de ce qu'Israël fait à Gaza est génocidaire dans tous les sens du terme », a déclaré M. Lederman sur la plateforme de médias sociaux X, jeudi dernier. « Je pense que la seconde moitié de 2024 est le moment où un consensus a émergé parmi les chercheurs sur les génocides (ainsi que la communauté des droits de l'homme) qu'il s'agissait d'un génocide. Ceux qui pouvaient encore avoir des doutes - j'estime qu'ils se sont dissipés à la suite des actions d'Israël depuis la rupture du cessez-le-feu. »

Depuis le mois de mars, date à laquelle Israël a réimposé un blocus total sur l'aide humanitaire et rompu un cessez-le-feu temporaire, près de 3 000 Palestiniens ont été tués dans des bombardements, et près de 250 000 personnes sont désormais confrontées à une « privation extrême de nourriture », selon la classification intégrée de la phase de sécurité alimentaire (Integrated Food Security Phase Classification).

Melanie O'Brien, présidente de l'Association internationale des spécialistes du génocide, a déclaré au CNR que le blocus délibéré d'Israël sur « la nourriture, l'eau, les abris et l'assainissement » l'avait convaincue que le gouvernement Netanyahu était en train de perpétrer un génocide, tandis que M. Segal a fait état de « déclarations ouvertement génocidaires » de la part de dirigeants israéliens.

« Mais pour l'essentiel, il s'agit de la somme de ce qui s'appliquerait séparément en tant que crimes de guerre 'ordinaires' », a rapporté le NRC. « Le tableau dans son ensemble en fait un génocide. C'est ainsi que l'on entend le terme, selon [le professeur britannique Martin] Shaw : "holistique" ».

« Outre le débat social, le génocide fait également l'objet d'une étude scientifique », peut-on lire dans l'article. « Et ce domaine de recherche, les études sur le génocide, ne le considère pas comme une question oui/non, mais comme un processus. Il ne s'agit pas d'un interrupteur, mais d'un « variateur », pour reprendre les termes du professeur d'études sur l'Holocauste et les génocides Uğur Ümit Üngör. »

NRC a noté que les médias occidentaux et les débats politiques ont été accaparés par des « malentendus et des simplifications ».

Ceux qui continuent à défendre les actions d'Israël insistent sur le fait que « c'est une guerre militaire pour détruire le Hamas, il n'y a pas de plan d'éradication clair, tous les habitants de Gaza n'ont pas été tués, cela ne ressemble pas à l'Holocauste, le juge n'a pas encore statué. »

Comme l'a déclaré l'historien Rutger Bregman sur X jeudi, les universitaires interrogés par NRC le montrent clairement : « Le génocide est un processus, ce n'est pas une réponse binaire. Et il ne s'agit pas de reproduire l'Holocauste ».

Under the Genocide Convention, countries are obligated to act — not when genocide is proven, but when there's a risk of genocide.

That threshold has long been crossed.

— Rutger Bregman (@rcbregman) May 15, 2025

M. Segal, qui est juif, a déclaré à NRC qu'il était « régulièrement accusé d'antisémitisme » pour s'être exprimé contre Israël.

"Une autorité allemande dans ce domaine, qui souhaite rester anonyme, qualifie le sujet d'« empoisonné » dans son pays », rapporte NRC. Selon lui, on est directement traité [d'antisémite] si l'on mentionne un « génocide possible ». Si ces actes étaient commis par un pays autre qu'Israël, dit-il, tous les Allemands sonneraient immédiatement l'alarme et parleraient de violence génocidaire, comme cela s'est produit lors du massacre russe dans la ville ukrainienne de Botzja. Mais aujourd'hui, dit-il, ils restent silencieux ».

Dirk Moses, rédacteur en chef du *Journal of Genocide Research*, a déclaré que certaines

parties du domaine de la recherche sont « en crise » si les experts ne « combattent pas la distinction artificielle entre [génocide] et cibles militaires » et continuent de défendre les actions d'Israël.

« Dans ce cas, certaines parties du domaine de la recherche sont en fait mortes », a-t-il déclaré. « Non seulement incohérents sur le plan conceptuel, mais complices. »

Julia Conley

Traduction "ah, si seulement E. Macron savait lire..." par Viktor Dedaj avec probablement toutes les fautes et coquilles habituelles.